



Au centre, le Premier ministre, David Cameron, mercredi, au siège de British Gas, à Cardiff, dans le sud du Pays de Galles. MATT CARDY/AFP

Les cinq scénarios du 24 juin

Que se passera-t-il au lendemain du référendum britannique ? Le JDD passe en revue les différentes hypothèses

CAMILLE NEVEUX @Camille_Neveux

► SI LE BREXIT L'EMPORTE...

C'est le saut dans l'inconnu : la procédure est, certes, inscrite dans les traités avec l'article 50, qui prévoit une négociation de deux ans. Mais il n'existe aucun précédent. Tout dépendra de la célérité du gouvernement britannique à saisir, dans une lettre à Bruxelles, ce fameux article 50... Le « groupe

des quatre » – les présidents de la Commission européenne, du Parlement européen et du Conseil européen, ainsi que le Premier ministre néerlandais, qui assure la présidence tournante du Conseil de l'UE – se réunira le 24 juin à Bruxelles, avant le Conseil européen des 28 et 29 juin. Les Français sont, d'ores et déjà, partisans d'une ligne dure. « Le ministre britannique de la Justice, Michael Gove, parle de ne pas déclencher l'article 50, ce qui est scandaleux, dénonce l'eurodéputée Sylvie Goulard, auteure du livre *Goodbye Europe* (Flammarion). S'il n'y a aucune différence entre être ou ne pas être dans l'Union, on entretient un sentiment de confusion que les peuples ont déjà envers l'UE. Il faudra une grande fermeté des gouvernements pour ne pas accepter une prise d'otages des Britanniques,

faire mesurer le prix de la sortie – comme des contrôles renforcés pour prendre l'Eurostar. Sinon, les partis populistes vont s'engouffrer dans la brèche. » L'épineuse question des accords commerciaux, celle de la présidence britannique de l'Union au deuxième semestre 2017, des députés britanniques au Parlement européen, ou encore de la présence des fonctionnaires britanniques à Bruxelles, sera aussi mise sur le tapis.

► UNE IMPLOSION DE L'UNION

Un Brexit pourrait donner des idées à d'autres pays européens comme les Pays-Bas, le Danemark, la Suède ou même la France. « Les forces de dislocation sont déjà à l'œuvre et le Brexit risque de n'être que le premier acte de la pièce », résume Jean-Thomas Lesueur, délégué général de l'Institut Thomas-More. Le danger est cependant moins grand pour les pays de l'Est, bénéficiaires de la manne financière de l'UE.

► LE COUPLE FRANCO-ALLEMAND POUR SORTIR DE L'ORNÈRE

Sera-t-il assez fort pour offrir une solution à la crise, avec un François Hollande et une Angela Merkel fragilisés au niveau national ? Pour Jean-Thomas Lesueur, les silences français et allemand sont « confondants ». « Le doute est permis quant à leur capacité de se hisser à sa hauteur », s'inquiète-t-il. Brexit ou pas, les deux pays devraient, au lendemain du

23 juin, lancer une initiative sur la sécurité, pour renforcer notamment les frontières de l'espace Schengen. « Les attentats terroristes, Vladimir Poutine qui menace, l'afflux migratoire massif... Les enjeux de sécurité collective ne manquent pas », rapporte Yves Bertoncini, directeur de l'Institut Jacques-Delors.

► UNE GRANDE RELANCE APRÈS 2017 ?

Tout dépendra des résultats des élections présidentielle et législatives de 2017 à Paris et Berlin. À moyen terme, le couple historique pourrait pousser à une plus forte intégration de la zone euro, avec notamment un ministre européen des Finances, et à la création d'un corps militaire européen. « Il faudra enfin trancher la question turque, en lui proposant un partenariat stratégique et pas l'intégration », plaide Jean-Thomas Lesueur. Faut-il prendre une « pause pour refonder », comme le demande l'ancien ministre des Affaires étrangères Hubert Védrine ? « Le monde ne nous en laisse pas le luxe, s'alarme Sylvie Goulard. L'Europe est en danger de mort. Les peuples doivent retrouver le sentiment que c'est une entité forte et unie qui les protège. »

► EN CAS DE VICTOIRE DU BREXAIN...

L'accord négocié à Bruxelles le 19 février 2016 s'appliquera, même si certains points devront être précisés, comme la limitation des allocations aux immigrés. Le risque ? Que certains pays, comme la Hongrie ou la Pologne, demandent un statut spécial « à l'anglaise ». Avec, à la clé, une Europe à la carte, aboutissant au lent détricotage de l'Union. ●

« Il est impératif de refonder le projet européen »



AURÉLIE FAUDY/DIVERGENCE

Par Elisabeth Guigou, ancienne ministre aux Affaires européennes, présidente de la commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale

L'Union européenne est aujourd'hui secouée par plusieurs crises : croissance atone, chômage des jeunes élevé, fragilité persistante de la zone euro, vulnérabilité aux attaques terroristes, fermeture de plusieurs frontières intérieures, mais surtout – c'est le plus grave –, montée des partis extrémistes, des tendances xénophobes et des replis sur soi. Face à ces crises, l'Europe paraît impuissante. L'euro-scepticisme se généralise et se durcit. Alors comment désembourber l'Europe ?

Certes, le sentiment européen n'est pas naturel, et ne l'a d'ailleurs jamais été. Comme le disait très justement Stefan Zweig : « L'idée européenne n'est pas un sentiment premier comme le sentiment patriotique. [...] Le nationalisme restera toujours plus accessible à la moyenne des individus que [...] le sentiment européen parce qu'il est toujours plus aisé de reconnaître ce qui vous appartient que de comprendre votre voisin avec respect et désintéret. »

C'est pourquoi la volonté politique des dirigeants européens est décisive pour accorder des intérêts souvent divergents. Des projets concrets sont donc indispensables pour que les peuples comprennent le sens de la construction européenne. Simplifier les réglementations, concentrer l'Union européenne sur quelques objectifs clairs pour lesquels chaque État membre pris isolément est impuissant, et définir ces objectifs en partant des inquiétudes des peuples européens devraient être les principes sur lesquels refonder le projet européen.

Au XX^e siècle, l'Union européenne a satisfait aux attentes principales des peuples – paix, prospérité, disparition des dictatures. Depuis la fin des années 1990 et le début des années 2000, les inquiétudes des peuples ont principalement pour origine les menaces extérieures à l'Union européenne. En économie, c'est la crainte du déclin. La menace terroriste sur la sécurité et la crise des réfugiés ont accentué le repli. L'Union européenne doit sortir de son nombrilisme et apporter des réponses à ces angoisses venues de l'extérieur sur au moins trois sujets : l'emploi, la sécurité, et le partenariat euro-africain.

Renouer le lien entre l'Europe et ses peuples

Quelques initiatives concrètes : pour l'emploi, créer un Erasmus destiné aux apprentis et lancer un programme de recherche et d'investissement dans l'économie numérique et les énergies renouvelables ; en matière de sécurité, favoriser la coopération policière, judiciaire et le contrôle des frontières extérieures. Parce que sécurité extérieure et intérieure sont liées, un conseil européen annuel des chefs d'État et de gouvernement devrait définir une stratégie de sécurité globale (y compris un partenariat avec les pays d'Afrique et du Proche-Orient).

L'avenir est à une nouvelle architecture européenne : une zone euro renforcée par une Union économique et sociale et organisée en une fédération d'États nations, entourée de l'Union actuelle et au-delà, d'un cercle plus large d'États associés.

Je suis convaincue qu'il est possible de renouer le lien entre l'Europe et ses peuples. Car en dépit des désillusions, ceux-ci, dans leur majorité, savent que sur les grands défis d'aujourd'hui comme d'hier, c'est l'union qui fait la force ! ●